



Prise de contact avec la nouvelle ministre des Médias, Bénédicte Linard, à la Maison des journalistes. Photo Colin Delfosse.

GOVERNEMENT

LA MINISTRE DES MÉDIAS ÉPINGLE QUATRE PRIORITÉS POUR SON MANDAT

Sollicitée pour une interview, la nouvelle ministre des Médias Bénédicte Linard a demandé à venir à la Maison des journalistes, pour voir où l'AJP travaille et rencontrer l'équipe. Elle a fait le point sur ses priorités.

Journalistes : On parle souvent des cent premiers jours de mandat, pour un-e ministre. Quels sont les dossiers dont vous allez vous saisir durant cette période ?

Bénédicte Linard : Outre les cent premiers jours, on va travailler sur un enjeu crucial, qui va traverser l'entièreté de la législature, c'est la question des médias comme garants, ou leviers, de la démocratie. Ça me semble aujourd'hui le point d'attention essentiel dans notre société qui pourrait être une démocratie un peu vacillante – il y a des signes d'inquiétude à ce sujet. Les médias doivent, à l'instar d'autres secteurs comme la culture, l'enseignement ou le politique, jouer leur rôle dans la préservation de cette démocratie.

Donc un des premiers chantiers, même s'il n'est pas neuf, c'est celui des **aides à la presse**. C'est indispensable pour pouvoir garantir l'indépendance journalistique, et le pluralisme, mais aussi, pour y arriver, la stabilité de l'emploi et le statut des journalistes. Si on n'est pas capable, en tant que gouvernement, de soutenir la presse, on ne peut pas garantir que cette presse continue à être indépendante.

Peut-être devons-nous revoir certains critères. Si c'est le cas, l'idée c'est de pouvoir rencontrer les différents secteurs et d'en discuter, et de voir comment, en concertation, en co-construction, on peut peut-être améliorer encore ces aides pour soutenir les rédactions.

Suite en [pages 4 et 5](#).

Propos recueillis par Sophie Lejoly

JOURNALISTE À LA UNE

VIVRE LA COMMUNICATION COMME UNE EXPLORATION JOURNALISTIQUE

Sofia Cotsoglou, éditrice de l'émission *On n'est pas des Pigeons* (RTBF), a été porte-parole de Jean-Marc Nollet pendant trois ans. Une expérience qui lui a fait prendre conscience de sa passion pour le journalisme.

A chaque formation de gouvernement, on assiste à la même transhumance : des journalistes quittent leur poste pour rejoindre l'équipe de communication d'un-e ministre.

Pour Sofia Cotsoglou, les débuts sont un peu différents. A l'époque presque trentenaire, elle travaille depuis six ans comme journaliste tout terrain à Radio Contact, et un peu pour RTL-TVI. « *Je faisais de tout, de la politique à l'économie en passant par les marronniers, de type rentrée*

des classes, et j'en profitais pour tenter de placer toutes mes marottes, en tenant par exemple une chronique culinaire », se rappelle-t-elle. « *Au fil du temps, je me suis surtout créé une expertise en judiciaire.* » La journaliste touche à tout, se voit proposer de plus en plus de choses différentes, mais sans revalorisation salariale, malgré ses demandes. « *Je gagnais 1.600 euros nets par mois* », précise-t-elle. Alors la frustration grandit et l'impression d'avoir fait le tour de la question s'insinue.

Suite en [page 8](#).



Sofia Cotsoglou, a acquis de nouvelles compétences grâce à son passage en communication. Photo Ingrid Otto.

L'INDÉPENDANCE RÉDACTIONNELLE, L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET LES FEMMES AU CŒUR DES PRIORITÉS DE BÉNÉDICTE LINARD

Garantir l'indépendance rédactionnelle, permettre au dossier de *L'Avenir* d'atterrir en douceur, développer l'éducation aux médias, et promouvoir les droits des femmes, ce sont les quatre priorités que la nouvelle ministre des Médias, Bénédicte Linard, épingle pour son mandat. Elle les a expliquées à l'AJP.

Suite de la [page 1](#)

Donc vous envisagez de faire évoluer le système d'aides à la presse ?

J'envisage en tout cas de mener la réflexion. C'est quelque chose qui va balayer mon travail, qui s'appliquera à tous les secteurs avec lesquels je vais travailler : je n'imagine pas travailler toute seule. Ça n'a aucun sens. On est plus forts ensemble. Mon rôle, c'est d'être à l'écoute des différents secteurs et acteurs et de voir comment ces gens de terrain imaginent l'amélioration de décrets ou de situations particulières.

Si on sent qu'on peut aller plus loin, allons-y ou allons vers autre chose si c'est nécessaire. L'objectif étant toujours de permettre à la presse d'être cet acteur de la démocratie.

D'ailleurs, je peux faire le lien avec *L'Avenir*, puisque c'est un des dossiers prioritaires : je n'avais encore personne officiellement à mon cabinet qu'on rencontrait déjà la SDR de *L'Avenir*. Ce que vit le personnel, sur les plans humain et professionnel, est assez inquiétant. J'ai rencontré la Société des rédacteurs pour avoir un premier contact et on s'est reparlé depuis. J'essaie de suivre avec attention leur projet de coopérative : il me semble intéressant pour garder cette indépendance journalistique, qui a été mise à mal. La coopérative doit pouvoir faire partie du nouveau projet.

On sent que les gens sont fatigués, à juste titre, mais si un soutien ministériel peut redonner de l'énergie, ne fut-ce que morale, c'est utile. J'ai aussi rencontré mon homologue wallon Pierre-Yves Dermagne.

Il y aura une collaboration ?

Bien sûr ! C'est indispensable. Il faut que Wallonie et Fédération puissent travailler main dans la main, même si on a chacun nos prérogatives. Je n'ai pas les mêmes leviers que le ministre wallon des Pouvoirs locaux, qui a la tutelle, ou éventuellement le ministre de l'Economie, mais il y a quand même un soutien particulier qui vient de mon cabinet par rapport à ce qui se passe là-bas. La situation s'est dégradée quand où Nethys est entré dans

la danse. En ce qui concerne le rachat de *L'Avenir*, il y a des pistes intéressantes, et la SDR le pense aussi. Ce qui est important, c'est que ça puisse se faire dans la sérénité. On sait que le groupe Nethys propose éventuellement des changements dans les équipes ; est-ce que c'est ça qu'on doit faire maintenant ? Ce n'est pas spécialement l'idée qu'on défend. Prenons le temps de réorganiser le modèle avec les investisseurs potentiels, et puis construisons les différents postes par la suite.

C'est un signal assez fort que votre première rencontre soit la société des rédacteurs...

Ca fait longtemps que mon collègue Stéphane Hazée travaille sur le sujet, et que les Ecolo travaillent sur la question de Nethys et Publifin, sur la question de la gouvernance dans des structures publiques. Pour moi, ça participe de la question de la démocratie. Quelles que soient les affinités qu'on a avec tel ou tel média, la question du pluralisme est importante, et c'est important qu'un média comme *L'Avenir* puisse continuer d'exister dans notre paysage. Le poids de la coopérative dépendra de l'engouement qu'elle suscitera à l'extérieur. C'est important que toute personne imprégnée de cette volonté de pluralisme journalistique dans le paysage médiatique francophone puisse participer à ce projet. La SDR n'est pas naïve : elle sait qu'il reste plein de travail à mener en interne, et avec ce que les journalistes ont vécu, je crois qu'ils sont outillés pour le continuer. Mais ça, la ministre n'a rien à voir là-dedans.

Vous êtes à la fois ministre des Médias et ministre des Droits des femmes ; Comment envisagez-vous les liens entre ces deux compétences ?



Martine Simonis et Sophie Lejoly accueillent la ministre des Médias, Bénédicte Linard, à la Maison des journalistes.

Dans le secteur des médias, l'enjeu du genre, des droits des femmes, est réel. Il y a aujourd'hui, et l'AJP est la première à le savoir vu les études intéressantes que vous menez, une disparité entre les femmes et les hommes. Les femmes représentent 35% des journalistes dans les rédactions, et dans la presse quotidienne c'est encore moins que ça. Il y a des différences en termes de salaire, de temps partiel et d'accès aux promotions. C'est préoccupant et ce sont des chantiers qu'il faut ouvrir.

J'ai vu que l'AJP a fait des recommandations. Ça m'intéresserait de voir comment on peut implémenter certaines choses dans le secteur des médias. Ça va toucher autant les femmes que les hommes : je pense notamment à votre recommandation de mettre en place un système de parrainage, ou le lien que vous faites entre qualité de vie et qualité professionnelle, ou quand vous mentionnez le soft management...

Régulièrement, dans ma vie d'échevine, j'étais en lien avec des journalistes plus locaux et cela m'intéressait de voir comment les journalistes femmes que je rencontrais vivaient leur métier parce que ce n'est pas toujours évident.

La question des violences faites aux femmes, c'est la deuxième grosse étude que vous avez menée, est vraiment intéressante et il y a là aussi



La Déclaration de politique communautaire parle de façon assez succincte de la déontologie. On parle de « renforcer l'efficacité de l'autorégulation ». Or on sait que pour le moment, le CDJ croule sous les plaintes. C'est positif parce que cela montre qu'il est connu, mais c'est aussi une menace parce que ça nuit à son efficacité, vu que l'équipe, elle, n'a pas augmenté. Comment est-ce que vous l'envisagez ?

Les lignes qui se trouvent dans la DPC ont fait l'objet de beaucoup de négociations. Je suis contente et satisfaite de ce qu'on a pu obtenir : réaffirmer l'autorégulation de première ligne, et clarifier les rôles entre autorégulation et régulation. Rien que ça, ce sont deux lignes mais des heures de négociations. Je suis persuadée que l'autorégulation a un rôle à jouer, mais j'entends aussi qu'il y a une explosion des plaintes, et donc un temps bien plus long pour le traitement des dossiers. Je pense qu'il va falloir qu'on discute avec les concernés pour voir comment on peut améliorer cela. C'est vrai que c'est signe de vivacité, mais peut-être aussi – et je le dis sans jugement – qu'il faut réfléchir à la manière de procéder.

un gros chantier à ouvrir. Il y a énormément de marge pour améliorer les choses. En Espagne, ils ont développé une charte sur la façon de traiter les victimes de violences, quels mots on doit utiliser ; ça pourrait être intéressant de s'inspirer de ce qui se passe là.

Les différents baromètres du CSA sont aussi des outils intéressants en termes d'égalité, ou d'inégalité.

La question des droits des femmes, elle est passionnante parce qu'elle traverse tous les secteurs. Quand on a travaillé là-dessus en négociations, c'était un point d'attention très important. Il faut dire que le fait qu'on ait eu le Coquelicot, les rencontres avec la société civile, ça avait déjà permis de partir un cran plus haut. J'ai un feeling très positif avec mes collègues du gouvernement, des gouvernements même. Il y a quelque chose qui se passe, et je pense qu'on va pouvoir imprégner les gouvernements de cette préoccupation. Il y a du travail, mais il y a un moyen de faire évoluer les choses.

Vous parlez d'un quatrième axe de travail...

Oui, ça a été très clair dès le départ autour de la table des négociations : l'entièreté des parties était en symbiose sur **l'éducation aux médias**, par rapport à l'enjeu démocratique. Réseaux sociaux, fake news, explosion de la haine en ligne, beaucoup de champs ont pris une ampleur incroyable et cela nécessite de donner les outils, d'aller beaucoup plus loin dans l'esprit critique et dans l'apprentissage à gérer par exemple les fake news. Je suis effarée de voir combien les gens – jeunes et moins jeunes – font plus confiance aux réseaux sociaux qu'aux médias. Quand un média dit quelque chose, on parle tout de suite de « collusion » ; il y a donc un réel enjeu à éduquer à décoder le monde.

Le travail que vous menez dans les écoles a un rôle fondamental pour apprendre à décoder tout cela et je pense qu'il faut aller plus loin. C'est aussi une question de formation : dans la formation initiale comme dans la formation continue, il faut donner aux enseignants des outils pour aller plus loin dans l'éducation aux médias.

Nos intervenants dans Journalistes en classe remarquent d'ailleurs que les profs tiennent aussi parfois des propos complotistes.

L'utilisation de certains réseaux sociaux est aussi liée à des catégories de personnes. Ma génération est sur Facebook (ça inclut aussi les profs) ; les jeunes, ils ne sont plus sur Facebook, ils sont sur Instagram. Rien que là il y a déjà un hiatus entre deux réalités, et il faut que tant les jeunes que les adultes puissent avoir accès à une formation, pas seulement à l'école ! L'éducation permanente doit aussi pouvoir jouer son rôle, de même que l'aide à la jeunesse. Il y a vraiment matière à avancer, et le secteur des médias doit y participer. Quand vous organisez Journalistes en classe, ou quand la RTBF propose Inside, c'est une manière pour le secteur de prendre sa part. Cette confiance accrue dans les réseaux sociaux, c'est peut-être aussi l'occasion pour les médias de se remettre en question. Pourquoi n'arrivons-nous pas à être la référence ? Et on revient à l'indépendance journalistique et au pluralisme des médias, de même qu'à l'autorégulation et à la régulation.

Le Conseil supérieur de l'Éducation aux médias est organisé par un décret. Peut-être qu'on pourrait réévaluer ce décret pour être plus en phase aujourd'hui, plus qu'avant, sur la question de l'éducation aux médias.

C'est d'ailleurs une demande du CSEM, cette évaluation et puis cette évolution de ses missions.

Ça fait partie de la Déclaration de politique communautaire (DPC). Son chapitre « médias » est, je pense, assez fourni. Avec toutes les précautions budgétaires possibles de la Fédération – là on a commencé les travaux budgétaires –, il y a quand même moyen de travailler dans un cadre budgétaire qui est compliqué. C'est bien mon intention, d'avancer partout où c'est possible. On ne doit pas révolutionner tout ; les choses qui fonctionnent, on doit les maintenir, mais si on peut aller plus loin, tant mieux.

La question des moyens est assez centrale, notamment dans le secteur des médias...

Elle rejoint celle de la transition numérique. Les médias s'en emparent, mais à un moment donné, c'est obligatoire de s'y intéresser. Comment réussir cette transition numérique sans mettre à mal le pluralisme journalistique ? Je crois que les médias, tant écrits qu'audiovisuels, ont compris que c'était un enjeu.

Propos recueillis par
Sophie Lejoly



La ministre, en interview, en compagnie de sa cheffe de cabinet Manon Letouche. Reportage photographique de Colin Delfosse